

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Amériques Nord et Sud > Etats-Unis > Luites sociales (Etats-Unis) > **Le 1er Mai des immigré·e·s aux Etats-Unis : « On obtient ce pour quoi on est (...) »**

Le 1^{er} Mai des immigré·e·s aux Etats-Unis : « On obtient ce pour quoi on est prêt à se battre »

samedi 27 mai 2006, par [A l'Encontre](#), [KNOPP Sarah](#), [LOPEZ Nativo](#), [Socialist Worker \(USA\)](#) (Date de rédaction antérieure : 3 mai 2006).

Sommaire

- [Présentation de la revue « \(...\) »](#)
- [Informations ayant trait \(...\) »](#)
- [Entretien avec Nativo Lopez](#)

Présentation de la revue « A l'Encontre »

La mobilisation la plus significative, dans les pays impérialistes, à l'occasion du 1^{er} Mai fut certainement celle qui se déroula aux Etats-Unis. Dans au moins 153 villes, réparties dans 39 Etats des Etats-Unis, des centaines de milliers de travailleurs et travailleuses, en grande partie immigrés, sont descendus dans la rue et ont boycotté entreprises, magasins, etc. Ils l'ont fait, entre autres, pour traduire leur opposition à une législation réactionnaire visant à criminaliser les migrants et pour revendiquer des droits sociaux et démocratiques.

La population hispanique, selon les chiffres officiels, réunit 41 millions de personnes aux Etats-Unis, soit 14% du total. Les Hispaniques sans papiers sont estimés à 12 millions, dont 6,2 sont d'origine mexicaine. Un secteur de la population hispanique est en droit de voter : il avoisine les 13 millions ; mais seuls 60% sont enregistrés sur des listes électorales. Cela explique un des mots d'ordre mis en avant durant les manifestations : « Aujourd'hui nous défilons, demain nous votons ». Au sein de l'armée américaine sont enrôlés 127'000 Hispaniques.

Les projets de loi - présentés au Sénat début 2006 comme des « compromis » par rapport à la première version du républicain F. James Sensenbrenner Jr. (Wisconsin) - concernent les 12 millions de migrants sans papiers (undocumented) établis dans le pays. Ils aboutissent à les diviser en trois catégories. La première concerne ceux et celles qui peuvent faire la preuve qu'ils sont établis aux Etats-Unis depuis plus de cinq ans. Ces derniers pourraient demander un droit d'établissement permanent après avoir travaillé de façon ininterrompue pendant six ans. Une amende jusqu'à hauteur de 2000 dollars peut les frapper lorsqu'ils engagent cette procédure. La deuxième catégorie est formée par celles et ceux qui travaillent aux Etats-Unis depuis deux à cinq ans. Ils devraient quitter les Etats-Unis et faire une demande de réentrée afin d'obtenir un permis de travail temporaire ; c'est un statut de saisonnier avec tous les avantages que cela comporte pour le patronat. Le dernier groupe, 1 à 2 millions, est formé par celles et ceux entrés aux Etats-Unis après le 1^{er} janvier 2004. Ces derniers seraient, si la législation entrait en vigueur, sujets à expulsion ou condamnés à avoir un statut encore plus clandestin et donc plus précarisé ; précarité qui peut être « attractive » pour divers secteurs de l'économie.

Un complément du projet loi - qui s'inscrit dans la filiation de la législation de 1986 mise en œuvre par l'administration Reagan - n'est autre que la construction sur la frontière Etats-Unis-Mexique d'un mur militarisé de quelque 700 miles. Le nombre d'agents des patrouilles de frontière doublerait ; ainsi, une petite armée de 25'000 « surveillants » serait mise sur pied. Cela va sans compter les nombreuses organisations privées paramilitaires « défendant la patrie » à la frontière.

Dès le 25 mars 2006, la mobilisation a pris une grande ampleur, d'abord à Los Angeles. Le 10 avril, une nouvelle mobilisation a eu lieu. Celle du 1^{er} Mai reprenait le mot d'ordre qui s'était affirmé le 25 mars : « Si se puede » (Oui c'est possible). Lors du 1^{er} Mai, sur les pancartes, on pouvait lire : « Nous sommes tous des immigrants » ; « Tous les gringos sont des immigrants » ; « Nous sommes des travailleurs, pas des criminels » ; « Tous opposés au mur ».

Nous reproduisons ci-dessous les principales informations ayant trait à ce 1^{er} Mai telles que les donne l'hebdomadaire Socialist Worker daté du 5 mai 2006. Cet hebdomadaire est celui de l'ISO (International Socialist Organization). Nous complétons ces données par la traduction d'un entretien fait avec Nativo Lopez, président de la Mexican American Political Association et porte-parole du « Great American Boycott 2006 », c'est-à-dire la journée d'action pour le droit des immigré·e·s qu'était ce 1^{er} Mai 2006. Cet entretien a été réalisé le 30 avril et conduit par Sarah Knopp. - Réd. de A l'Encontre.

Informations ayant trait au 1^{er} Mai

Source : Socialist Worker.

Dans tout le pays, les divers types d'entreprises faisant appel aux travailleurs et travailleuses immigrés ont soit dû réduire leur activité, soit fermer leurs portes. Dans le Midwest - la région formée des Etats du Dakota Nord et Sud, du Nebraska, du Kansas, de l'Oklahoma, de l'Arkansas, du Missouri, de l'Iowa - huit fabriques de conditionnement de viande de la grande firme Perdu Farms (spécialisée dans la volaille et ayant son siège à Salisbury dans le Maryland) et neuf du géant Tyson, firme cotée au S&P, qui a son siège à Springdale dans l'Arkansas ont dû interrompre leur activité. Cargill Meat Solutions (filiale de la transnationale Cargill, deuxième firme de l'industrie alimentaire des Etats-Unis spécialisée dans la viande de bœuf) a annoncé qu'elle fermerait « volontairement » ses entreprises, accordant ainsi un jour de congé à ses 15'000 travailleurs. Le géant de l'alimentaire General Mills a été contraint d'arrêter sa production dans deux fabriques de la région de Boston.

A Los Angeles, les conducteurs de camion n'ont pas desservi le plus grand port du pays et un tiers des petites entreprises avaient dû descendre leurs stores. Le centre de la production d'habillement à Los Angeles, « California Mart », a vu ses magasins désertés à l'heure du repas, avant la grande marche, et divers ateliers de production être fermés. Plus de 300 piquets ont été organisés pour stimuler la fermeture de nombreux magasins. Angie, une travailleuse de Hera Collection, déclare : « Là où je travaille, nous avons fait fermer 30 magasins. Nous leur avons dit : si vous ne fermez pas, on les fermera nous-mêmes. »

Le sentiment de force de la protestation s'est manifesté à l'occasion de toutes les marches. Sonnaient des slogans tels que : « Bush, escucha ! Estamos en la lucha ! » (Bush, écoute ! Nous sommes en lutte), ainsi que : « Aqui estamos, y no nos vamos » (Nous sommes ici et nous resterons).

« Mon frère en Irak combattant pour ce pays », lit un des participants à la manifestation de Chicago, Juan Zunida, dont le beau-frère, Elvis Gutierrez, se trouve en Irak depuis l'invasion. Zunida explique dans un entretien : « Nous sommes des travailleurs. Nous sommes ici pour rien d'autre que pour améliorer nos conditions de vie. »

A New York, le révérend Jesse Jackson a lancé un appel marqué pour la solidarité entre travailleurs latinos et black. Au côté de Jackson se trouvaient l'actrice Susan Sarandon et le président du Local 100 (section syndicale) du Transport Workers Union, Roger Toussaint, qui a été emprisonné à cause du rôle qu'il a joué dans la grève des transports publics de New York en décembre 2005. Jackson s'adressant à la foule affirma : « Ils nous disent que ce sont les Mexicains qui prennent nos boulots. Nous ne tomberons pas dans leur piège de diviser pour régner. »

A New York, des milliers de manifestants se sont tenu la main pour former un cercle autour de quartiers habités par des migrants ; ils l'ont fait à 12h16 pour attirer l'attention sur la date du 16 décembre 2005, date à laquelle la Chambre des représentants [il y a une chambre basse et une chambre haute, le Sénat, comme en Suisse] avait adopté la loi criminalisant les travailleurs sans papiers.

A Chicago, la même solidarité au sein de l'ensemble des travailleurs a été exprimée par Susan Sloam, membre du Service Employees International Union (SEIU), un syndicat qui a mené dans les années 1990 des campagnes de syndicalisation importantes de salarié·e·s travaillant dans le secteur de l'entretien et la surveillance de bâtiments, du paramédical, etc., particulièrement en Floride. Parmi ces nouveaux syndiqués, les Hispaniques étaient très fortement représentés. Susan Sloam a affirmé : « Pourquoi ne descendrions-nous pas dans la rue ? Je ne connais personne - en dehors de ceux qui sont venus comme esclaves et des Amérindiens - qui n'est pas venu en tant qu'immigrant. Les syndicats doivent soutenir les travailleurs. Il n'y a pas d'êtres humains illégaux, il n'y a que des politiques illégales. »

Dans beaucoup de villes, les étudiants ont rejoint les manifestations, ont organisé des teach-ins et des sorties collectives des écoles secondaires et des universités.

Des actions se sont développées parmi les universités suivantes : University of Vermont, Seattle Central Community College, les universités d'Etat de San Diego, Portland, Ohio, Northeastern Illinois, University of Illinois-Chicago, Harold Washington College, Holyoke Community College, Cornell University, University of Maryland, etc.

A San Francisco, le matin de la manifestation, les étudiants ont dédié leur action à la mémoire de Anthony Soltero, un étudiant qui s'est suicidé après avoir été menacé par le proviseur du collège pour avoir organisé la manifestation antérieure.

Dans la ville de Providence (Etat de Rhode Island), 60% des étudiants étaient absents des cours. A Chicago, l'administration des écoles a annoncé qu'elle ne punirait pas les étudiants pour leur absence, vu le nombre d'entre eux qui participaient aux manifestations.

A San Diego, un cortège de quelque 5000 personnes est allé à la rencontre d'un collègue venant de la ville mexicaine frontrière de Tijuana.

La participation de masse à ce 1^{er} Mai est d'autant plus impressionnante que les dirigeants de diverses organisations défendant le droit des migrants s'étaient opposés à l'appel au boycott, appel qui devait faire la démonstration pratique que sans le travail des migrants l'économie serait fortement paralysée. Ainsi, à Los Angeles, il y a eu deux manifestations. L'une en faveur du boycott et de l'amnistie. L'autre centrée sur des revendications plus modérées telles que : la voie à la

citoyenneté, c'est-à-dire une orientation en faveur dudit compromis présenté au Sénat.

Toutefois, la pression était si grande que, en Californie, diverses organisations et y compris le Sénat de l'Etat ont dû avaliser le 1^{er} Mai de boycott. Les menaces de répression - pour rappel, en avril, le Bureau of Immigration and Customs Enforcement avait en un seul jour arrêté quelque 1200 sans-papiers - n'ont pas pu freiner les gens de manifester. Un travail important a été fait, par des militant·e·s, pour combattre la crainte que suscitaient les déclarations d'organismes officiels. Et ce travail a été payant. A Chicago et ailleurs, les municipalités ont dû s'engager à promettre publiquement que les instances en charge des questions d'immigration ne pourraient pas arrêter ceux et celles qui descendraient dans la rue. Au lieu de se replier face aux menaces, les immigré·e·s ont fait la démonstration de leur force, et se sont engagés dans l'action sous l'impulsion d'une défense de leur dignité et d'une revendication de justice et de respect. A Chicaco, on pouvait lire sur une pancarte, qui faisait référence à la législation qui a déclenché le mouvement de protestation : « Merci à vous Monsieur le représentant Sensenbrenner, vous avez réveillé le lion ! ».

Entretien avec Nativo Lopez

Question : Quelle est l'origine de ces manifestations de protestation ? Elles ont semblé exploser sans que personne les prédise. Pourquoi les gens sont si fâchés et prêts à protester ?

N. Lopez : J'ai observé que les démonstrations de protestation actuelles sont le résultat cumulatif d'années d'attaques et de dénigrement des immigré·e·s en général et en particulier des Mexicains et des Latinos. Mais, d'une façon plus vive, la loi HR4437 - c'est-à-dire le projet de modification de Sensenbrenner [fin 2005 à la Chambre des représentants] - a pour but d'éliminer tout espace social dans lequel les immigré·e·s sans papiers pouvaient trouver s'organiser afin de travailler, de survivre et de pourvoir aux besoins de leur famille. Maintenant, ils ont le dos au mur. Et nous constatons une réponse d'ampleur, une contre-attaque comme jamais précédemment. Toutefois, il ne faut pas sous-estimer les effets cumulatifs aussi de l'organisation, de l'éducation, de la conscientisation, etc. durant des années, ce qui a permis aux immigré·e·s d'acquérir une confiance dans certaines organisations qui les ont emmenés sur le terrain de l'action directe de masse.

Question : Diverses personnes affirment que la loi de compromis présentée au Sénat est ce que l'on peut attendre de mieux, au moins c'est un pas en avant par rapport à la loi Sensenbrenner. Etes-vous d'accord avec cela ?

N. Lopez : La version du Sénat intègre des caractéristiques du type de la loi Sensenbrenner. Dès lors, nous trouvons cela complètement inacceptable. Cela équivaut à compromettre, à mettre en péril les intérêts sociaux de tous les immigrés et de tous les travailleurs.

Tu obtiens dans la vie ce pour quoi tu es prêt à te battre. C'est le message que nous avons systématiquement fait passer à notre base et elle l'a faite sienne. Ils sont prêts et veulent se battre pour toute l'enchilada [pâte faite avec de la farine de maïs fourrée avec de la viande ou d'autres produits, nourriture traditionnelle au Mexique]. Pourquoi pas ? Ils n'ont rien à perdre.

Question : La dernière transaction au Sénat négociée par les républicains Chuck Hagel (du Nebraska) et Mel Martinez (Etat de Floride) aboutirait à diviser les sans-papiers en trois

catégories selon la durée de leur présence aux Etats-Unis. Quel en serait l'effet ?

N. Lopez : Le programme d'une légalisation à trois niveaux tel que proposé par Hagel-Martinez au Sénat aboutit à codifier un système de castes, une sorte de système d'apartheid qui est de fait non américain et inacceptable. Il en résulterait une division complète des familles et c'est une des raisons pour lesquelles nos familles trouvent cela si repoussant et inacceptable.

Néanmoins, notre plus grande crainte est que le Parti démocrate ne soit pas disposé à mener un combat jusqu'au bout pour s'opposer à cette version, car il est pressé d'obtenir un accord et d'empêcher l'amplification de ce nouveau mouvement pour les droits civiques. Ensuite, il y a déjà des organisations « hispaniques » intégrées, américaines, et d'autres organisations qui sont enclines à modérer leurs positions sur ce thème. Nous devons empêcher ce danger.

Question : Qu'est-ce que vous pensez du rôle du maire de Los Angeles, Antonio Villaraigosa [élu en 2005 à la tête d'une coalition à la mairie de Los Angeles avec 59% des voix], ainsi que du cardinal Mahoney et de certaines ONG et organisations de travailleurs ?

N. Lopez : Le maire a cherché à adopter une posture centriste dans le débat et a fait sienne la proposition sur l'immigration des démocrates McCain et Kennedy. Nous la trouvons inacceptable. C'est la réponse du Parti démocrate à la loi Sensenbrenner. Nous croyons que les gens sont prêts à se battre pour plus et, dès lors, nos revendications vont beaucoup plus loin. Le débat sur l'immigration doit être conduit et décidé par les immigrants eux-mêmes et leur voix doit être souveraine et elle ne doit pas être celle des hiérarques. Beaucoup de dirigeants [des organisations établies] ont déjà accepté le compromis sans consulter véritablement les travailleurs immigrés. Je pense que cela est erroné et élitiste. Nous sommes conscients qu'une grande partie de ces directions sont elles-mêmes compromises par leurs liens avec les partis politiques [démocrate et républicain], les élites financières et les fondations financées par les corporations et le secteur privé. Ces directions ont des limites intrinsèques qu'elles ne dévoileront jamais honnêtement face aux communautés d'immigrés et même pas à leur base électorale. Beaucoup d'ONG se retrouvent sans véritable base militante ni ne sont dirigées par une telle base ; dès lors, elles agissent selon un modèle qui n'implique pas de rendre des comptes à une base organisée. Cela implique aussi des limites à leur orientation en termes de tactiques qu'elles sont prêtes à mettre en œuvre.

Question : Pourquoi tous les sans-papiers méritent-ils la régularisation et l'amnistie ?

N. Lopez : Tous les travailleurs sans papiers méritent la régularisation à cause de leurs contributions propres à cette société.

Tous les travailleurs créent de la valeur dans le procès de production. Ils créent de la richesse qui est appropriée et utilisée pour d'autres buts, mais jamais pour rémunérer complètement toutes leurs contributions. Cette valeur n'est jamais considérée ni désignée comme illégale. Dès lors, ceux qui produisent de la valeur ne peuvent pas être désignés ou caractérisés comme illégaux. La valeur que les travailleurs immigrants créent est actuellement plus grande que celle produite par les travailleurs moyens, parce qu'ils/elles se voient dénier beaucoup des droits sociaux [assurance maladie, retraite] qui découlent des contrats passés par les syndicats et dont bénéficie une partie des travailleurs nés et résidant aux Etats-Unis. Le nombre moyen d'années passées aux Etats-Unis par les travailleurs sans papiers s'élève actuellement à 5.

Nous croyons que pour toutes ces raisons tous les travailleurs sans papiers ont plus que payer leur droit à la régularisation et la méritent immédiatement. Enfin, même s'ils n'ont pas passé cinq ans aux Etats-Unis, à cause de l'argument ayant trait à leur rôle dans le procès de production, si la valeur qu'ils produisent est légitimée dans ce procès, pourquoi le producteur d'une telle valeur ne

devrait-il pas être légitimé immédiatement au moment où il entre dans le procès de production.

Question : Quelle est la signification de l'appel lancé pour ce 1^{er} Mai ?

N. Lopez : Le 1^{er} Mai donne la possibilité aux travailleurs et travailleuses immigrés de faire la démonstration de leur force dans l'économie. C'est aussi une façon de montrer que leur voix doit être dominante dans le débat sur l'immigration à l'échelle nationale. Leur absence du lieu de travail ou le boycott de la consommation [le pouvoir d'achat de l'ensemble de la communauté hispanique avoisine les 800 milliards de dollars, évidemment ce chiffre tient compte du pouvoir d'achat des couches sociales élevées] enverront un message puissant aux élites politico-économiques, un message selon lequel les travailleurs et travailleuses immigrés doivent être pris en considération et que les organismes divers financés par les grandes firmes ne représentent pas les immigrés.

Les élites politiques devront s'affronter aux immigrés sur le terrain et selon les termes que ces derniers définissent. Cela mettra les élites politiques dans une situation d'incertitude et c'est là que peut se situer le bras de levier que les immigrés pourront employer.

Ce 1^{er} Mai fera sortir aussi de l'anonymat le combat pour les 8 heures mené par les immigrés de hier [allusion à la grève simultanée au Canada et aux Etats-Unis organisée en 1886 par les « chevaliers du travail » pour la journée de travail de 8 heures] ainsi que les traditions glorieuses de toute la population laborieuse aux Etats-Unis et dans le monde, quels que soient la race, la nationalité, la religion ou le drapeau. La voix des immigrés sera entendue dans le monde entier ce 1^{er} Mai.

Question : Certaines personnes ont affirmé que cette mobilisation du 1^{er} Mai est prématurée et qu'elle va susciter un contrecoup, une contre-offensive. Quelle est votre opinion ?

N. Lopez : C'est certainement une question pertinente. Toutefois, ceux qui la soulèvent n'ont jamais été favorables à utiliser une telle tactique. Ils expriment cette objection de manière abstraite. Ils n'ont jamais utilisé ces modalités d'action de manière pratique ; dès lors, leur conseil doit être mesuré à l'aune de leur pratique historique.

L'utilisation d'une telle façon d'agir n'a jamais été acceptée universellement comme valable par toutes les forces politiques à l'occasion d'un mouvement social donné. La démonstration en a été faite en Afrique du Sud et, au cours des années 1960, à l'occasion du mouvement pour les droits civiques [des Noirs aux Etats-Unis].

Existe-t-il un moment idéal pour employer une telle tactique ? Tout dépend du combat que les travailleuses et travailleurs sont prêts à mener et de la façon dont ils veulent conduire un tel combat. Chaque action peut servir de test pour la théorie qui sera validée ou non par la pratique. Nous verrons ce que les travailleurs diront le 1^{er} Mai.

Question : Qu'est-ce que vous répondez aux médias qui suggèrent dans leurs reportages que « des têtes plus froides » ou « plus réalistes » - ou encore des gens qui prennent plus en compte le danger de licenciement qui peut frapper les travailleurs - dominant le mouvement ?

N. Lopez : Nous défendons tous les jours de la semaine des travailleurs contre des licenciements injustes. Ceux qui manifestent de tels soucis n'ont pas l'expérience réelle quotidienne de défense des travailleurs et des travailleuses dans de telles circonstances ; dès lors, la plupart de leurs déclarations ont un ton de condescendance. Je dis : laissez les travailleurs décider ce qu'ils veulent combattre et comment ils désirent conduire ce combat. Ce ne sont pas des enfants qui ont besoin

d'être dorlotés. Les « têtes froides » sont celles qui sont le plus éloignées de la réalité vécue par les travailleuses et travailleurs et n'ont aucune idée concernant les millions de gens qui se mettent en marche. Qu'est-ce que les gens doivent savoir au sujet de Anthony Soltero ? Ils doivent savoir qu'Anthony Soltero [l'étudiant de San Francisco qui s'est suicidé] s'est battu pour ses droits et pour les droits des autres. Et il a été réprimé par les autorités scolaires, critiqué par les grands médias, renvoyé à l'école par les dirigeants politiques, puni par les adultes et traité de manière condescendante par beaucoup trop de membres des sommets de la société. Ce fut la première victime et le martyr de ce nouveau mouvement.

Question : Qu'est-ce que sera effectivement la justice pour les immigré·e·s ? Quels sont les prochains possibles pour le mouvement ?

N. Lopez : La justice pour les immigré·e·s sera d'abord l'acceptation que leur voix soit souveraine et reconnue dans tous les débats concernant la politique sociale et la législation ; ce n'est pas très différent de ce qui a été revendiqué par les femmes, les gays, les Afro-Américains... La justice sur le lieu de travail, l'organisation syndicale, les contrats collectifs de travail sont un dû dans toute formulation de la justice pour les immigré·e·s.

Les pas possibles suivants pour le mouvement par les immigré·e·s, c'est l'organisation, l'organisation, l'organisation, avec un caractère permanent et indépendant politiquement, organisation au sein de laquelle une direction peut se développer, se façonner et se préparer pour des combats à venir qui arriveront à coup sûr. Enfin, je voudrais reconnaître qu'une grande partie du mouvement que nous voyons aujourd'hui est en quelque sorte l'héritage que nous a laissé Bert Corona [né en 1918 dans la ville frontière de El Paso, il a créé la première organisation d'immigré·e·s mexicains en 1951 : Hermandad Mexicana Nacional, à San Diego en Californie ; il est décédé en 2001]. C'est un pionnier moderne du combat pour les droits et l'organisation des immigré·e·s aux Etats-Unis. C'est le fondateur de ce qui peut être considéré comme la ligne de force des organisations latinos et certainement celle de ceux qui actuellement se battent pour les droits des immigré·e·s.

Au sens propre du terme, il a éduqué des milliers d'immigré·e·s au combat ; il leur a enseigné la valeur de l'indépendance politique, l'importance de construire une base de masse et d'y développer un processus de consultation permanent. Pour lui, le combat pour les droits des immigré·e·s doit être conduit par les immigré·e·s eux-mêmes. Une grande partie de la direction actuelle du mouvement est formée d'étudiants de Bert Corona et a été entraînée par lui. (*traduction et édition A l'Encontre*)

P.-S.

* Publié sur le site de « A l'Encontre ». L'entretien avec Nativio Lopez a été réalisé le 30 avril et conduit par Sarah Knopp.